

le bulletin de liaison



Comment lutter dans la période ?

Les luttes en cours actuellement menées dans le groupe Renault/Nissan/Mitsubishi ou Bombardier illustrent bien la situation vécue par les salarié-e-s de l'industrie. En même temps, la direction de l'entreprise souhaite supprimer des emplois pour augmenter la productivité (en fait les profits et les dividendes) et remettre



en cause les acquis sociaux des salariés restants. Les deux entreprises sont également gourmandes en aides et subventions publiques, sans qu'il n'y ait de la part du gouvernement aucun contrôle réel de l'utilisation de cet argent ni conditions posées pour préserver l'emploi. Idem sur la question de la sous-traitance, utilisée à outrance dans les secteurs industriels et qui instaure

une dépendance économique sans mutualiser une partie des bénéfices et des risques au niveau des filières industrielles. C'est pourtant bien ce que nous portons dans nos cahiers revendicatifs, pour lutter contre les suppressions d'emplois et donner des perspectives fortes en alliant reconquête industrielle et sociale. Pour gagner, il faudra certes continuer à construire de la solidarité – entre établissements d'une même entreprise, entre entreprises du même secteur, entre salariés de l'industrie et plus globalement entre tous – mais aussi développer des pratiques et propositions alternatives. En alliant réflexion autour de la question industrielle, des besoins de la population, de la défense de l'emploi et de pratiques permettant aussi bien d'organiser le blocage de la production que de diffuser des idées de transformation sociale, les équipes SUD Industrie portent un syndicalisme combatif et alternatif. **C'est le moment de créer sa section !**

Le 16 juin, aux côtés de la santé dans la rue

« Les applaudissements ne suffiront pas, créons un rapport de force » titre le syndicat SUD Industrie Francilien pour l'appel à la mobilisation le 16 juin. Initialement organisée par les syndicats de la santé, dont SUD Santé Sociaux, l'Union Fédérale SUD Industrie a décidé d'appeler les salariés à se mobiliser ce jour-là.

Tout d'abord, car la solidarité doit se manifester dans les actes et parce que la défense du service public de santé est essentielle. Il ne suffit malheureusement pas d'applaudir les soignants, mais plutôt de nous donner les moyens collectivement d'avoir un système de santé à la hauteur de nos besoins, avec les salaires, reconnaissance et conditions de travail adéquats. Ainsi, plusieurs actions seront organisées en France ce jour-là, dont un rassemblement devant le ministère de la « santé et des solidarités ». La

seconde motivation qui nous a poussé à nous joindre à cette journée de mobilisation, c'est la volonté de construire une journée interprofessionnelle de luttes.

Durement attaqués et touchés par la crise sanitaire et sociale, les salarié-e-s des secteurs industriels se mobiliseront ainsi à cette occasion pour rappeler nos exigences dans la période. Mais ça sera également la première étape pour « aller chercher les responsables de la crise » là où ils sont, à commencer par les ministères et le siège du MEDEF. Les men songes autour du matériel médical indispensable, l'incurie de l'État, son refus de mettre en place un plan d'urgence industriel avec les organisations syndicales ou de réquisitionner sont autant de sujets qui nous ont mis en colère pendant des mois. Sans oublier tous les salarié-e-s qui ont été victimes de cette situation...



Contacts utiles

**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@ussi.fr
www.ussi.fr

Trésorerie
Laurent Volonté
Massin d'Amato
Céline Hofer
06.29.62.43.33

tresorerie@ussi.fr

**Vie interne &
Développement**
Julien Gonthier
06.30.55.33.56
gonthier@ussi.fr

Formation syndicale
Francis Fontana
06.30.71.78.22
formation@ussi.fr

Juridique
Mohamed Khenniche
Jérôme Lorton
juridique@ussi.fr

**Laïcité & lutte contre les
discriminations**
Francky Poiriez
laicite@ussi.fr

International
Marc Tzwangue
06.82.55.83.16
international@ussi.fr

« ON EST PAS DES PINGOINS »

Le syndicat SUD Industrie 49 avait réalisé un tract pour dénoncer les abus de managers dans l'entreprise Scania en utilisant l'humour et la caricature. Jusque là, rien d'anormal ; mais c'était sans compter sur la direction de l'entreprise qui n'a pas supporté qu'un responsable soit grimé en pingouin isolé, tel « un empereur ». Ni une, ni deux, Scania au lieu de régler la situation dénoncée a attaqué notre syndicat au tribunal pour demander le retrait du tract. La justice ne s'est pas laissée duper et a remis Scania à sa place. La liberté d'expression syndicale est régie par les mêmes droits que la liberté de la presse, le syndicat est dans son rôle en dénonçant les abus. Nous nous félicitons de cette décision de justice qui réaffirme le droit à l'expression syndicale ! À vos tracts..

LE 14 JUILLET ? FIN DES PRIVILÈGES !

Le traditionnel défilé militaire (à la place du « peuple ») du 14 juillet ne se tiendra pas cette année et ce n'est pas une mauvaise nouvelle ! À la place, plusieurs voix se sont exprimées pour faire de cette journée une mobilisation de celles et ceux qui ont été en première et seconde ligne lors de la crise sanitaire : soignants, nettoyage, agro-alimentaire et tous ceux que le gouvernement et le patronat avaient méprisé depuis des années et qui rendent pourtant un service essentiel à la collectivité. Le 14 juillet pourrait ainsi être une formidable occasion pour manifester partout et faire entendre la voix des travailleurs – malheureusement confinée le 1^{er} mai – et permettre de remettre à l'ordre du jour l'abolition totale des privilèges de la classe dirigeante et de ses sbires !

UN CONGRES PLACE SOUS LE SIGNE DE LA COMBATIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT

Le congrès, qui n'a pas pu aborder toutes les thématiques initialement prévues – la partie réindustrialisation et vie interne ont été repoussées à un prochain conseil syndical – a néanmoins consacré une large partie de ses travaux à la question interprofessionnelle et à la place de SUD Industrie dans la construction de Solidaires et du mouvement ouvrier.

Avec 22 structures territoriales présentes, le congrès a été un franc succès grâce à une participation très importante et de nombreux échanges entre les délégations. Après un long et passionnant débat et afin de trouver un consensus, l'Union syndicale SUD Industrie a pris le nom « d'Union Fédérale SUD Industrie » (sur 22 structures, 1 contre), illustrant son développement sur les territoires avec un souci de cohérence et de solidarité. Dans la période, s'unir, se fédérer, dépasser les clivages et continuer à donner les moyens pour construire les syndicats départementaux et régionaux reste la priorité de notre Union fédérale. À ces fins, un tronc commun de statuts territoriaux a été pour la première fois adopté, permettant de faire co-exister une liberté totale des structures syndicales tout en étant réuni grâce à des bases communes. L'énergie doit être mise dans la bataille, ensemble contre le capitalisme !

Tous les autres points liés à cette résolution ont été adoptés à l'unanimité, rappelant nos orientations de donner plus de lisibilité à Solidaires (en remettant également Unitaires-Démocratiques pour « SUD dans le LOGO de Solidaires »), d'avoir nos propres campagnes pour que l'intersyndicale soit un moyen et non une finalité et encore de développer, en plus des formations CSE, des modules sur l'économie, la reconquête industrielle et sociale. Souhaitant renforcer notre investissement dans l'interprofessionnel, mandat a été donné au congrès de diffuser un manifeste sur notre implication locale, ainsi qu'un texte d'orientation sur la volonté de construire Solidaires comme syndicat plutôt que construire des ONG – ou même pire, d'éviter de voir se transformer petit à petit Solidaires en ONG.

Le Collectif d'Animation de SUD Industrie a également été renouvelé partiellement avec l'entrée de plusieurs camarades (Florent Cariou du 49, Jérôme Massin du 08, Germain Souillé du 59/62) soulignant la nécessité de construire un outil sectoriel pour ensuite construire l'interprofessionnel. Marc Tzwangue et Julien Gonthier ont été réélus co-secrétaires à l'unanimité en annonçant leur volonté de placer ce mandat sous le signe de la transmission pour 2023. Par ailleurs nous regrettons que les deux candidats de la Basse Normandie aient retiré leur candidature. La porte reste ouverte pour le renforcement du CASI.

Enfin, comme écrit dans notre motion d'actualité, l'Union Fédérale SUD Industrie appelle à la grève le 16 juin, dans l'objectif de faire de cette journée une mobilisation nationale interprofessionnelle pour la défense du service public de santé et de protection de l'emploi dans les secteurs industriels. Gouvernement et patronat doivent rendre des comptes et c'est en comptant sur nous-mêmes que nous pourrons faire changer les choses.